

S'il te plaît, apprivoise-moi...

Sur les traumatismes cumulatifs dans les quartiers sensibles

44 **Les quartiers dits «sensibles» sont d'abord des lieux désapprivoisés, ou le «lien social» est rompu. Ce n'est que par le fil de la confiance et le pari de la patience que le Petit Prince deviendra l'ami du Renard, et les quartiers réapprendront la vie.**

Que signifie apprivoiser ? demanda le Petit Prince. «Cela signifie créer des liens» dit le Renard. (1) Une «chose trop oubliée» : les quartiers dits «sensibles» sont d'abord des lieux désapprivoisés. Le «lien social» y est rompu. Un animal non «apprivoisé» fuit la proximité. Dans les quartiers les plus démunis, la population ne se montre pas, elle se terre. En mars dernier, dans une émission de télévision sur les Francs Moisis à St Denis, un jeune se voilait derrière une écharpe pour répondre aux questions du journaliste. «Je ne dis pas que je suis des Minguettes, sinon je ne trouverais jamais de travail» confie un chômeur. Fait significatif : l'association des jeunes de ce quartier s'appelle EXIT, terme qui peut se comprendre à double sens : se sentir «hors jeu» ou vouloir «en sortir» ?...

Cette rupture se manifeste par des actes considérés comme de «sauvagerie»,

et qui ne sont que des symptômes de ce désapprivoisement : de la dégradation des boîtes aux lettres aux graffitis, du vandalisme à la délinquance. Parfois, l'explosion d'actes de violence plus spectaculaires vient rompre le silence de la honte, constituant une phase de crise de cette «maladie du lien social» habituellement plus latente.

Dans ces quartiers, rien ne semble plus devoir se passer, en dehors de ces «événements». Ultime tentative pour attirer l'attention, ces séquences ont pour fonction de recréer du lien en jouant un rôle d'«intégration négative» (2). Parce que rien n'est pire que l'indifférence ou l'oubli, ou encore la banalisation de l'insupportable : misère, expulsions, chômage, assistanat, surveillance...

Il ne faudrait pas avoir la mémoire trop courte par rapport à notre histoire urbaine. Les fameux «400 quartiers» repérés aujourd'hui «difficiles» n'ont pas toujours été des lieux «à problèmes».

Dans les années 70, la municipalité d'Argenteuil partait à Tokyo chercher un grand prix d'architecture pour la construction du Val d'Argent, considéré comme un modèle de réussite architecturale, un «lieu de progrès». La presse saluait alors unanimement Argenteuil comme «territoire-pilote dans la résorption des logements insalubres». Vingt ans plus tard, ce secteur était taxé par la presse de «médaille d'or de l'insécurité»... de «centre chaud», «cité-ghetto»...

Dans les quartiers sensibles de Seine-St-

(1) Antoine de Saint Exupéry, «le Petit Prince»

(2) Yves Enrègle «Du conflit à la motivation». Quand plus rien ne fonctionne dans une organisation «être contre» constitue le dernier moyen de recréer de la cohésion.

Denis, les commerçants les plus anciens évoquaient avec nostalgie dans une enquête (3) «les «cités florissantes» de la Courneuve ou d'Aulnay, où la masse des consommateurs compensait la modestie de chaque revenu». Ces quartiers populaires constituaient alors des lieux de vie, animés par des tissus associatifs denses et vivants : activités pour les enfants, associations sportives, ciné-clubs, fêtes... Les gosses d'alors n'auraient pas échangé leur quartier contre tout autre.

■ **Les grands ensembles comme des réservoirs de main d'œuvre**

Il s'en est fallu d'une génération. De la perte d'une fonction essentielle : le travail, pour que ces quartiers deviennent des territoires d'exclusion. De ces lieux de progrès, des lieux de rejet. De ces grands ensembles, des grands «à part».

Il ne faut pas oublier la raison première de l'édification de grands ensembles. Ils ont d'abord et avant tout été conçus comme des réservoirs de main-d'œuvre, installés à proximité de grands pôles d'activités. Il n'y avait pas d'emplois, certes, mais du travail «exporté» chaque matin sous forme d'un flux d'actifs vers les pôles industriels voisins. Les 4 000 de la Courneuve, à l'orée du pôle de Saint-Denis, les 3 000 d'Aulnay à la périphérie des usines Citroën, Mantes-la-Jolie/le Val Fourré, à quelques jetées des pôles automobiles de Flins-Aubergenville. Aujourd'hui, les entreprises ont transformé leur production, redéployé leurs usines. Elles vont chercher le travail ailleurs. Ces zones de main-d'œuvre sont devenues alors des «placards à chômeurs» (4).

Venant renforcer cette paupérisation des quartiers, une autre cause profondément «sociétale» traduit l'appauvrissement de notre vie sociale.

Petit à petit, l'identité sociale s'est vu en effet rogner son espace, perdre la diversité de ses champs d'intérêts.

Louangé à l'extrême, le «tout-économique» (valorisation de l'esprit d'entreprise, loi du meilleur, qualité totale, prix d'excellence, etc...) a envahi l'ensemble du «moi social» réduisant ce dernier au «moi professionnel».

Témoin la pauvreté de nos réponses, à la question «que faites-vous ?» (5) qui se limite aujourd'hui à la description de son activité professionnelle, ou à la honte du «sans-travail». Amputé de la variété de ses branches, l'identité sociale est devenue un bonzaï rabougri de salon.

Conséquence dramatique d'une situation où le travail se confond avec la reconnaissance sociale, la perte d'emploi aboutit à la perte de l'ensemble du «moi social». Elle équivaut à une perte totale d'identité, même si par ailleurs la personne dispose de moyens matériels d'existence. Que dire alors si elle n'en dispose pas !

Les conséquences de ce traumatisme identitaire sont multiples. Le racisme : quand le «moi» est déstructuré, tout «autre» devient étranger. Le vandalisme : casser les vitrines d'un centre commercial permet de retrouver contact avec le matériel auquel on n'a plus accès. Elle met en scène «la preuve d'exister».

On ne peut qu'être frappé de la similitude des troubles psychologiques entre un chômeur longue durée et une personne souffrant de déstructuration d'identité. Le plus souvent, la perte d'emploi se traduit par l'abandon de la «conscience de soi».

Les «femmes battues» par exemple, n'osent pas sortir dehors, ne se lavent pas, ne prennent plus la peine de se coiffer ou de s'habiller. Elles se sentent sans valeur (6).

On retrouve chez le chômeur cette déqualification du moi, ce rétrécissement du champ de conscience. Ce n'est pas un hasard si dans le cadre du Crédit formation, la mission locale de Meaux a intégré dans le cursus d'insertion des jeunes des modules de «look». Ce n'est pas non plus un hasard si au cours d'un stage de formation, un groupe de chômeurs a été amené à habiller de pied en cap l'un

(3) J. Lorthiois, «Schéma directeur d'urbanisme commercial en Seine-St-Denis», Comité d'expansion économique du 93, 1989.

(4) Hugues de Varine, «Entre le placard et l'usine», 1988.

(5) Claude Guy, psychologue, fondateur de l'Association pour la formation et l'emploi de Sarcelles.

(6) J. Lorthiois, «Femmes battues, comment rebâtir son identité ?», revue *Pour* n° 108, Octobre 1986.



d'entre eux (7). Laver et vêtir, des gestes élémentaires de conservation : un des premiers signes d'attention que reçoit un enfant à sa naissance... Un acte lourd de sens, mais aussi significatif d'une véritable régression de notre société.

Cette destruction du moi se traduit par des symptômes proches des troubles d'impuissance. La personne est coupée de son désir, et donc de son énergie et n'arrive plus à «avoir envie de quelque chose». Un organisme de formation avait prévu dans son cursus un module de 300 h destiné à de jeunes chômeurs pour établir leur projet : «à 750 h, certains n'ont toujours pas d'idée...» La déstructuration d'identité devient immobilisme. Car pour aller quelque part, il faut d'abord savoir où on se trouve (8). Mais pour savoir se situer, il faut déjà se sentir exister.

Souvent, chez le chômeur longue durée, la voix est basse, sans chaleur, monocorde. La passion a disparu. Plus de désir, la perte de confiance en la société se transforme en une destruction dirigée contre soi-même. Les jeunes de la ZUP du Val Fourré cassent d'abord les vitrines de leur propre quartier : «J'ai la haine», disent-ils (9).

Comme dans la situation de la femme battue, il y a pire que les situations de violence, qui constituent somme toute des points culminants assez rares au quotidien. Mais il y a un vécu d'humiliation permanente. De plus en plus fréquemment, on se heurte dans les quartiers DSQ à l'expression de la «non-demande» (10). L'incapacité de communiquer ou d'aller vers l'autre se traduit par une attitude de repli. Ce n'est pas un hasard si ce sont les plus démunis qui réclament le moins les mesures qui leur sont destinées. On relève fréquemment des taux de 50 %, voire 60 ou 70 % d'«ayants-droit» ne réclamant pas le RMI, ne s'inscrivant pas à l'ANPE...

Il est dérisoire dans ces conditions de prévoir - sans travail préalable de restauration d'identité - d'imaginer que les habitants en situation d'exclusion puissent concevoir un «projet», a fortiori créer une

entreprise !

Chez les populations démunies, il ne reste plus que «l'honneur». D'où la multiplication des commérages, des rumeurs colportées à l'encontre d'une «bande» ou des bagarres d'un groupe contre un autre. Dans la banlieue toulousaine, une bataille rangée a récemment opposé des maghrébins et des turcs, accusés par les premiers d'avoir eu des «attitudes humiliantes» à l'égard de leurs consœurs. Quand la réalité est trop pauvre, on se bat pour le symbolique et l'imaginaire. La dévalorisation d'une personne ou d'un groupe est destinée à réévaluer l'identité d'un autre groupe. «Face aux difficultés que vivent des familles, l'honneur représente, pour nombre d'entre elles, l'unique richesse qui pour être symbolique, n'en est pas moins vitale» (11).

■ **Se présenter tous les jours à l'ANPE et entendre un NON quotidien...**

La notion de traumatisme cumulatif a été clairement mise en lumière par Mohamed Diab, de «Lyon-Insertion» dans un travail de recherche sur les chômeurs longue durée (12). En psychiatrie classique, les thérapeutes travaillent plutôt avec des patients atteints de traumatismes liés à une cassure forte, comme l'abandon ou le décès d'un parent, une maladie, une perte irrémédiable.

Mais il peut y avoir aussi le traumatisme du «non-événement». Il y a chez le chômeur longue durée corrélation entre «je ne crois plus à rien» et «j'ai mal partout» de son diagnostic de santé. Facteur aggravant, ces ruptures passent inaperçues parce que insidieuses, liées à une cascade de «micro-traumatisme» : se présenter tous les jours à l'ANPE et entendre un «NON» quotidien n'est pas semblable à un choc brutal. Mais cette accumulation de réponses négatives par rapport à l'expression d'un besoin légitime aboutit également à son refoulement au-delà du

(7) J. Lorthiois, «A l'écoute des sans voix», *Territoires* n° 309, juillet 90.

(8) J. Lorthiois, «Du développement local au développement communautaire», *Revue A faire* n° 4, 2^e trimestre 90.

(9) *Libération*, Mars 91.

(10) J. Lorthiois, «Quand les procédures précèdent les processus», *Actes* n° 3, Avril 1991, Caisse des dépôts.

(11) Claire Calogirou, «Sauver son honneur», Harmattan, 1990.

(12) Expérience de «200 chômeurs à la Duchère», Mohammed Diab, directeur de «Lyon Insertion».

champ de conscience.

Pire encore, les traumatismes cumulés (travail, mais aussi logement, éloignement, dépendance financière) ne s'additionnent pas de manière arithmétique. En référence à Pascal déclarant que «le tout est plus que la somme des parties», le cumul des handicaps est plus que l'addition de ceux-ci, il les multiplie. Le regroupement dans un même quartier de personnes en déstructuration constitue en soi un handicap. Mais ce phénomène «cumulatif» n'est guère perçu, puisqu'en DSQ, une série de personnes mettent en œuvre des mesures conçues pour traiter les handicaps séparément : le logement, la santé, l'emploi, la sécurité... D'autant plus que les offices HLM et les collectivités locales semblent avoir «renoncé» à requalifier certains quartiers. Cette concentration de «résidents en difficulté» est un frein considérable à retrouver confiance en soi. Une expérimentation de «fausse prison» construite de toutes pièces aux Etats-Unis en 1971, avec des gens ordinaires, choisis pour leur équilibre psychologique, avait démontré que le contexte social est plus fort que la personnalité, et que l'environnement déshumanisé crée les désordres comportementaux... (13).

Selon les lois de la complexité et du «vivant», il n'y a pas de qualité sans un processus de différenciation (14). De l'amibe à l'homme, la montée de la perfection du vivant va de pair avec un processus de diversification. Or un des problèmes des quartiers DSQ est la perte de complexité : disparition de classes sociales «moyennes», regroupement de populations par catégories de difficultés. On relève couramment des «rues de chômeurs», des «familles à problèmes», des «ethnies regroupées».

La forte concentration d'un même type de population appauvrit irrémédiablement l'ensemble et plonge les gens dans une absence de «modèle alternatif». «Comment voulez-vous que je dise à mes élèves «travaillez», confiait une institutrice de ZEP (zone d'éducation prioritaire), «dans la famille, ils n'ont jamais vu personne le

faire...»

On voit bien dans tout ce débat que le problème des «quartiers sensibles» n'est pas d'abord un problème économique, mais politique, même si la spirale de l'exclusion se traduit d'abord par une cause économique. On ne peut réparer le lien social que s'il y a restauration de la confiance. Cela suppose de la part des élus locaux, des responsables nationaux, une capacité d'écoute, une attention particulière, une régularité du dialogue.

A quoi bon avant ce préalable, rajouter à la hâte une dotation exceptionnelle pour la ville ? Les préfetures n'arrivent déjà pas à dépenser l'ensemble des lignes budgétaires prévues : «Ce n'est pas l'argent qui manque, ce sont les projets» (15). Le problème n'est pas seulement de mieux payer les fonctionnaires qui sont chargés des quartiers en difficulté ! Les pouvoirs publics croient-ils acheter à bon compte les quartiers humiliés ?

La réparation du lien social, c'est d'abord un problème de démocratie. Paris par tête d'habitant est 300 fois plus riche que la commune la plus pauvre de banlieue... mais rechigne à la péréquation entre communes riches et pauvres. C'est vite oublier que c'est le travail des banlieusards des communes dortoirs qui payent les fontaines lumineuses de la capitale !...

La solidarité se pose aussi en matière d'emploi. La survalorisation du travail a remis aux oubliettes l'impérieuse nécessité de le partager (16). Il faudra bien un jour rouvrir ce dossier...

Il faut longtemps pour reticoter le lien social brisé. Le travail de restauration est d'abord un pari de patience. Il faut autant de temps pour remonter la pente qu'il en a fallu pour la descendre, estiment les gens de terrain.

«Tu viendras tous les jours à la même heure, je me mettrai chaque jour un peu plus près» avait expliqué le Renard au Petit Prince. Depuis combien de temps la société n'est-elle pas au rendez-vous ?

Jacqueline LORTHIOIS

(13) «La fausse prison du professeur Zimbardo», Revue Société, n° 12, Mars 91.

(14) J. Lorthiois, «De l'entreprise monocorde, à l'entreprise polyphonique», Etats généraux de la démocratie économique, revue de l'Economie Sociale, 1990.

(15) ASDIC, rapport du groupe de travail «Defi quartiers Ile de France» 1990.

(16) J. Lorthiois, «Partage du travail et pluri-activité, les leçons d'une expérimentation» DATAR, 1990.